



LA LETTRE

de la Maison des Associations

N° 17 - janvier 2014

Edito

En cette fin d'année, une nouvelle Charte des engagements réciproques entre l'Etat, les collectivités territoriales et les associations doit voir le jour.

A cette occasion, la Maison des Associations a convié le sénateur Claude Dilain, qui a signé le rapport préparant cette Charte, à venir la présenter à Lille.

D'autres moments de ce type sont à prévoir, pour que notre Maison demeure un lieu de dialogue et de réflexion qui accompagne l'évolution du secteur associatif.

En pleine activité, la Maison des Associations s'apprête également à présenter un plan de formation 2014 renforcé, et prépare la réédition sur papier de l'indispensable Répertoire des associations.

Un tel dynamisme n'est que le reflet de la vitalité, jamais démentie, du milieu associatif lillois.

Bonnes fêtes
à toutes et à tous !



Evelyne LEDEZ

**Adjointe au Maire à
la Vie associative, au
Bénévolat et à la Maison
des Associations**



Subventions, mode d'emploi

Parce que la vitalité associative est d'intérêt général, les pouvoirs publics contribuent au financement des associations... La Ville est traditionnellement au premier plan : en France, 63 % des associations reçoivent un financement de la commune où elles sont installées. Le point sur ce qu'il faut savoir.

Directeur de publication : Arnaud DESLANDES
Directeur de la rédaction, rédacteur en chef : Norbert Richert
Rédaction : Alexis Kouteynikoff, Lionel Aymard, Caroline Konczak
Photos : Bruno Catty, Alexis Kouteynikoff, DICOM Ville de Lille
Impression : BV Impression
Dépôt légal : Janvier 2014



Dossier spécial p. 4 & 5

Formations

Le programme de formation 2014 de la Maison des Associations est sur les rails ! Pour que chacun puisse y trouver son compte en fonction de ses activités, de ses connaissances et de ses besoins, les sessions de formations se déclineront désormais dans trois formats distincts.

Les actions de formation « classiques », déjà dispensées à la MDA, seront maintenues : les fondamentaux de la gestion et de la vie associative continueront d'y être enseignés. A celles-ci s'ajouteront désormais les ateliers pratiques, où les participants seront accompagnés pour élaborer des outils concrets et utiles à la vie associative ainsi que des conférences, qui permettront d'aborder les évolutions de l'environnement politique et institutionnel et leur impact sur le monde associatif.

Le calendrier du programme de formation sera diffusé au début du mois de janvier. Pour s'inscrire : Maison des Associations (72 / 74 rue Royale à Lille) ou sur le site Internet <http://mda.mairie-lille.fr>.

Permanences

A la MDA, les associations peuvent tenir des permanences ouvertes au public. Le planning ci-dessous est donné à titre indicatif : il est conseillé de vérifier qu'il est toujours exact en contactant la Maison des Associations au 03 20 300 442.

- **France Bénévolat** : tous les après-midi de 14h à 17h.
- **Défi de fortunée** : le lundi de 13h30 à 16h30
- **SOS Homophobie** : le mercredi de 18h30 à 23h
- **CNL** : le mercredi de 14h à 17h
- **TAG** : le 1^{er} jeudi du mois de 19h30 à 22h
- **CIDFF** : un jeudi par mois de 14h à 17h
- **Photoclub** : un jeudi par mois de 19h à 22h
- **Biblio pour tous** : un jeudi par mois de 13h30 à 16h30
- **Croix Bleue** : un vendredi par mois de 18h à 22h
- **Ceux de Rawa Ruska** : le 2^{ème} samedi du mois de 14h30 à 17h
- **Maison St Exupéry** : un samedi par mois de 14h30 à 17h30
- **ACTR** : le mercredi après-midi
- **Handi'détente** : le jeudi de 14h à 17h
- **Etoile bipolaire** : le 2^{ème} samedi du mois de 10h à 12h
- **Fondation Pompidou** : mardi de 14h à 16h
- **ARC** : le mercredi de 14h à 17h.

Bienvenue !

Elles nous ont rejoint récemment :

- **LA FA MI** : accompagnement et promotion d'artistes Oeuvre d'entraide des délégués départementaux de l'Education Nationale de Lille - soutien et développement de l'école publique
- **Au fil du temps** : activités culturelles et actions solidaires
- **Cause animale Nord** : sensibilisation à la cause animale, campagnes de stérilisation, création de refuges
- **Mon Imaginarium** : activités artistiques comme moyen de développement personnel
- **Projet** : animation et lien social dans le quartier du Faubourg de Béthune
- **Comme une aut' terre** : gestion d'un jardin communautaire
- **Compagnie la Torgnole** : spectacle vivant, cirque et magie
- **Toast masters** : formation à la prise de parole en public et au leadership
- **L'Union fait la Force** : médiation contre le viol et les violences
- **Tricolore** : permanences d'aide administrative, insertion sociale
- **L'art à Lille** : organisation et promotion de manifestations artistiques
- **J'aime ma Maman et mon papa** : agir contre l'aliénation parentale dans les séparations conflictuelles
- **Ahabà Agapé «Amour sans intérêt»** : défense de la mère, de l'enfant et des personnes vulnérables
- **OK services** : aide administrative, médiation et formation
- **Communauté congolaise de la région Nord de la France (CCN-F)** : promotion de la démocratie
- **Sainte Catherine, Vieux-Lille, d'hier à demain** : mise en valeur du patrimoine de l'église Ste Catherine
- **Association Culturelle et Anthropologique (ACA)** : études et conférences à caractère ethnologique
- **L'Echappée** : création et diffusion artistique
- **L'Illôt Balboa** : promotion des danses swing
- **Animafac** : développement de la vie associative étudiante
- **Un loup pour l'homme** : création, production et diffusion de spectacles vivants

Maintenant qu'elles y sont inscrites, ces associations peuvent bénéficier de tous les services de la Maison des Associations : prêt de salles, prêt de boîtes aux lettres, formations, aide administrative, conseil juridique, soutien logistique ou en communication...

Les conférences en accès libre de la Maison des associations

« LE PAYSAGE ASSOCIATIF FRANÇAIS : MESURES ET ÉVOLUTIONS »

Conférence de Viviane Tchernonog, chercheur au CNRS, le 6 décembre à l'auditorium du Palais des Beaux-Arts

Experte du monde associatif, l'économiste Viviane Tchernonog tenait une conférence à l'initiative du Forum des 4 Maisons, qui réunit les Maisons des Associations de Lille, Roubaix et Tourcoing ainsi que la Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités (MRES). A

Après un mot d'accueil d'Evelyne Ledez, adjointe au maire déléguée à la Vie associative, au Bénévolat et à la Maison des Associations, l'universitaire a dressé un état des lieux du monde associatif (voir graphique).

Parmi les évolutions constatées, une « dualisation du secteur associatif » avec la crainte d'une disparition des associations de moyenne taille, ou encore une contraction des financements, qui pourrait inciter les associations à s'adresser en priorité aux publics aisés.



« POUR UNE NOUVELLE CHARTE DES ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES ENTRE L'ÉTAT, LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET LES ASSOCIATIONS »

Conférence de Claude Dilain, sénateur le 9 décembre à l'Hôtel de Ville de Lille

Le 18 juillet dernier, le sénateur Claude Dilain a remis à la ministre en charge de la Vie associative, Valérie Fourneyron, le rapport qu'il a coécrit avec le préfet Jean-Pierre Duport et qui débouchera sur une

nouvelle Charte des engagements réciproques entre l'Etat, les collectivités territoriales et les associations. Secondé par les adjoints au maire Walid Hanna (Démocratie participative) et Evelyne Ledez (Vie associative), il était à Lille pour insister sur la transparence dans l'allocation des subventions, sur la parité et la démocratie interne aux associations, ainsi que sur la nécessité d'instaurer un véritable suivi des engagements contenus dans la Charte. Dans une salle ERRO bondée, ses positions ont été saluées et ont provoqué de vifs débats au sein de l'assistance.

Zoom sur...

Pas d'éducation au développement sans actions concrètes de solidarité internationale : tel pourrait être le credo de Cadrasie. Créée en 2001 par des étudiants de Lille 3, l'association agit aujourd'hui dans cette optique en accompagnant le déve-

loppement d'un village isolé de Birmanie, Tadarchaung.

En 2013, treize maisons y ont été construites. L'aventure commence en 2008, lorsque le cyclone Nargis ravage

une partie du pays. Cadrasie lance en urgence une collecte de fonds. « C'était précieux qu'on puisse intervenir : à l'époque, le gouvernement birman refusait toute aide extérieure en dehors des structures déjà bien implantées, comme nous l'étions », se souvient Marie-Céline Vaneecloo, la présidente. L'action ne tarde pas à se concentrer sur Tadarchaung, commune côtière où certains habitants ont tout perdu. la supervision du comité de village, Cadrasie contribue à réparer et combler les besoins. « On préfère bien faire que tout faire, en restant bien terre à terre. Nous n'avons pas de salarié, pas de frais généraux : tous les fonds récoltés servent à l'action ». A la demande du comité de village, une bibliothèque devrait bientôt rejoindre les habitations nouvellement construites.





Subventions, mode d'emploi

Parce que la vitalité associative est d'intérêt général, les pouvoirs publics contribuent au financement des associations. La Ville est traditionnellement au premier plan : en France, 63 % des associations reçoivent un financement de la commune où elles sont installées. Le point sur ce qu'il faut savoir.

Subventions : vers un cadre légal

Le cadre légal des subventions va évoluer. Le projet de loi sur l'Economie sociale et solidaire, en discussion au Parlement, prévoit en effet de définir juridiquement la notion de subvention publique.

Dans sa forme actuelle, le texte stipule : « Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, notamment financières, matérielles ou en personnel, valorisées dans l'acte d'attribution, attribués par les autorités administratives [...] et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action, d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont ini-

tiés, définis et mis en oeuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités qui les accordent ».

Le projet de loi reprend ainsi les contours de la subvention tels que la jurisprudence les avait définis. Fournir aux collectivités et aux organismes publics un environnement juridique aussi sécurisé que celui des marchés publics : cette demande, formulée par le Haut Conseil à la Vie Associative dès sa création en 2011, devrait donc être satisfaite. L'enjeu se situe désormais dans la mise en œuvre.

A la Maison : l'aide au démarrage

Pour que continue de fleurir le paysage associatif lillois, la Ville prend soin des

jeunes pousses. Tout au long de l'année, les associations récemment écloses peuvent bénéficier de l'aide au démarrage : un coup de pouce accordé en soutien à un projet précis, ayant un impact local et s'inscrivant dans une démarche pérenne.

C'est la Maison des Associations qui instruit les dossiers, avant leur présentation en conseil municipal. **En 2013, dix-neuf nouvelles associations en ont bénéficié.** Parmi elles, on peut citer le **Lille Sud Basket Sporting Club**, pour son installation à la salle de sport Antoine Blondin, **l'association Ensemble et Solidaire**, qui organise des collectes de matériel pour les populations en difficulté, ou encore **le jardin communautaire hellemmois Au Fil du Temps**. Bonne route à eux !

Cofinancement Les fonds européens, cerise sur le gâteau

A en croire sa programmation 2014-2020, le Fonds social européen devrait profiter plus largement aux associations que par le passé. Une plus grande importance doit être accordée à la lutte contre le chômage des jeunes, au soutien des groupes les plus défavorisés et à l'innovation sociale.

Désormais, l'acquisition d'équipements liés à des investissements dans le capital social et humain (par exemple l'achat, par

une association de parents d'élèves, d'ordinateurs pour une école) sera également éligible au FSE.

Basé sur le principe du cofinancement, le FSE n'intervient jamais seul dans le soutien d'un projet : son objet est de permettre à un projet déjà financé de faire « plus et mieux ». Il participe donc au bouclage final du plan de financement, sur la base d'objectifs de réalisation négociés entre le porteur de projet et le préfet de région, qui est responsable du FSE à l'échelle régionale. Une aide appréciable pour les associations qui sont capables de répondre aux exigences de gestion particulièrement

élevées, et de prévoir suffisamment de trésorerie le temps que les versements, très longs, ne soient effectués.



Plus d'info : www.fse.gouv.fr



Foire aux questions : Le B.A-BA des subventions

→ ***J'aimerais demander une subvention. Que dois-je inclure dans mon dossier ?***

En plus de l'inévitable lettre de demande de subvention, certaines pièces sont indispensables. Ce sont le récépissé de déclaration en préfecture, la copie des statuts, la liste des personnes dirigeantes ou du conseil d'administration, une note de présentation de l'association et de ses projets ou actions, un budget prévisionnel, ainsi qu'un relevé d'identité bancaire et le numéro de SIRET. Selon l'organisme à qui est faite la demande, des justificatifs supplémentaires peuvent être exigés, à commencer par les comptes-rendus d'assemblée générale, le bilan comptable de l'année échue...

D'une manière générale, tout document apportant clairement des informations sur la demande ne peut qu'être bénéfique. Attention : le refus de communiquer les documents transmis peut entraîner l'annulation de l'attribution.

→ ***A qui puis-je adresser mon dossier de demande de subvention ?***

A la Ville, la demande doit être adressée au service correspondant au champ d'activité dans lequel évolue l'association, sauf pour les aides au démarrage (voir ci-contre). Il en va de même pour les subventions d'Etat, qui doivent être sollicitées

via le bon ministère – ou sur le site service-public.fr.

Les conseils général et régional peuvent également fournir une aide, si la demande est en lien avec leur compétence. Ainsi le département peut-il soutenir des projets d'enseignement artistique, d'action sociale ou sanitaire, tandis que la région peut aider les projets dans les champs de la culture, du développement économique ou de la formation.

Les étudiants ont d'autres interlocuteurs : leurs associations peuvent s'adresser au CROUS ou, si elle en possède une, à la commission universitaire de leur faculté. Tous les moins de 25 ans peuvent également se tourner vers le Comité local d'aide aux projets (CLAP) de leur ville. Quant au Fonds national pour la vie associative (FNVA), il sera compétent pour soutenir les initiatives de développement de la vie associative. Enfin, si le projet a déjà un soutien institutionnel, il peut être cofinancé avec les fonds structurels européens (voir ci-contre).

→ ***La subvention perçue par mon association l'an passé n'a pas été renouvelée. Pourquoi ?***

Le renouvellement d'une subvention n'est pas automatique : il faut en faire la demande. Même si cette demande a été faite, gardez à l'esprit qu'il s'agit d'un pou-

voir discrétionnaire de l'administration. Le refus d'attribution d'une subvention n'a donc pas à être justifié. Le pourvoyeur de subvention peut estimer que le projet n'a pas atteint ses objectifs, ou qu'il est inutile de le reconduire. Mais l'explication est souvent technique : les critères d'attribution peuvent avoir été modifiés d'une année à l'autre, les délais de dépôt des dossiers peuvent ne pas avoir été respectés ou encore l'enveloppe budgétaire destinée aux subventions peut-elle être épuisée cette année. Afin de s'assurer un soutien au long cours, mieux vaut établir une convention d'objectifs avec l'organisme pourvoyeur.

→ ***Une fois que j'ai perçu la subvention, puis-je en disposer comme bon me semble ?***

Non : une subvention accordée doit être utilisée conformément à son affectation. Si le projet est annulé, les sommes non utilisées doivent donc être remboursées. S'il n'est que retardé, la subvention peut être conservée en fonds dédiés, à condition d'obtenir l'accord express du pourvoyeur. Un tel accord est également nécessaire avant de transférer les fonds à un autre organisme pour qu'il reprenne le projet. Ces dispositions ne s'appliquent pas, en revanche, aux subventions de fonctionnement, qui n'ont pas d'affectation précise.



© Alexis Koutaynikoff

Un vendredi par mois, le club de conversation et d'entraide Latinos en Lille se réunit à la Maison des Associations. Ce vendredi 4 octobre, pour les étudiants fraîchement débarqués d'Amérique Latine, c'était l'occasion de faire de premières rencontres... Et de déguster des mets bien de chez eux. Tortillas, empanadas, et autres camarones au menu !



© Bruno Catty

Soutenue par la Maison des Associations et la Ville de Lille, l'association Litterature, etc a connu un beau succès avec son premier festival, Litterature, Love, etc. Les 4, 5 et 6 octobre, la salle de l'Hybride était pleine à craquer.



© Ville de Lille

L'association AR2S (Améliorer les relations soignants-soignés) tenait conférence le 17 octobre à la Maison des Associations. En présence d'Evelyne Ledez, adjointe au Maire chargé de la vie associative, les docteur Marie-Ange Julienne et Marie-Ange De Rycker ont exposé les bonnes pratiques pour la prise en charge de la souffrance en soins palliatifs, puis ont longuement échangé avec une salle très attentive.

Rencontre avec... Julie, de l'association Aradoc

→ **Aradoc c'est quoi ?**

Un collectif documentaire. Après trois mois de tournage, nous terminons en ce moment notre film sur les mouvements sociaux au Chili et les reliques du régime de Pinochet, quarante ans après la mort de Salvador Allende. L'association a été créée autour de ce projet.

→ **Aradoc c'est qui ?**

Cinq filles de 23 à 25 ans, toutes d'horizons différents, qui partagent la passion des cultures sud-américaines. C'est même grâce à cette passion qu'on s'est rencontrées, en Argentine. J'y étudiais les arts plastiques.

→ **Comment est né votre projet ?**

Il y a deux ans, notre présidente, Maud, était étudiante à l'IEP de Lille quand elle nous a contactées : l'un de ses professeurs, ancien résistant à Pinochet, la poussait à faire des interviews de militants chiliens. Cela recoupait nos propres réflexions, sur l'engagement, le lien intergénérationnel. A partir de son expertise, on a donc tourné le projet à notre manière.

→ **Il y aura quoi, dans votre film ?**

Beaucoup d'interviews : nous avons rencontré une bonne quarantaine de personnes, des militants, des artistes, des intellectuels... Mais on s'est aussi embarquées au cœur de l'action avec la caméra. Et puis on essaie d'y mettre également une touche artistique, de fuir l'académisme. Je vous laisse découvrir.

→ **Des projets pour la suite ?**

On y réfléchit, mais pour l'instant il faut accompagner le film. Le but est de l'utiliser comme un outil pour alimenter le débat. De telles sessions sont prévues, au centre culturel Mosaïque notamment, et puis, nous l'espérons, dans des lycées, ou ailleurs...

Plus d'info :

aradoccollectifdocumentaire.wordpress.com

Fiches pratiques

Les chargés d'appui de la Maison des Associations sont là pour vous épauler, et répondre à toutes vos questions sur la gestion et la vie associative.

Comment savoir si mon association a des activités lucratives ?

Les activités lucratives sont celles qui permettent de faire un bénéfice. C'est une source de financement possible, en plus des cotisations, des dons, des subventions, des commandes publiques... Avoir des activités lucratives ne va pas à l'encontre du caractère d'association régie par la loi de 1901.

Quelles conséquences cela peut-il avoir ?

Votre association pourrait avoir à s'acquitter des impôts commerciaux : cela dépend de l'appréciation de l'administration des impôts. Ses critères portent sur les activités elles-mêmes, la part d'activité lucratives dans l'ensemble des activités de l'association, leur caractère concurrentiel avec celles des entreprises... Mais pour ne pas être imposé, la première des conditions est la gestion désintéressée.

Qu'est-ce au juste que la gestion désintéressée ?

La règle générale est que la gestion de tous les organismes agissant sans but lucratif doit être assurée par des personnes bénévoles, n'ayant pas d'intérêt direct ou indirect dans cette gestion. Il s'agit de l'intérêt personnel des dirigeants, ce qu'ils retirent de leur fonction associative : argent, prise en charge de frais personnels, avantages divers en nature... Si cet intérêt est avéré, alors l'association est imposée comme les sociétés commerciales.

La présence de salariés dans l'organe de direction peut être mise en cause, même s'ils en représentent moins de 25 %, le seuil légal. La rémunération d'un dirigeant, quant à elle, n'est pas illicite au regard de l'administration fiscale. Mais les possibilités sont très restreintes, et cette

pratique reste fortement déconseillée. Un bénévolat transparent demeure le meilleur gage de gestion désintéressée.

Notre président engage des frais importants pour son activité associative. Pouvons-nous le dédommager ?

Un bénévole ne doit pas s'enrichir, mais il ne doit pas non plus s'appauvrir. L'association peut donc prendre en charge ses frais, à condition de pouvoir justifier de la réalité des dépenses et de leur lien avec l'activité de l'association. Les fiches de frais et les factures doivent être conservées pendant quatre ans.

Il est conseillé de se doter de règles internes précises, sur le type de frais remboursables, leur montant maximum, etc., et d'opter pour un remboursement des frais réels plutôt qu'un remboursement forfaitaire, celui-ci risquant d'être requalifié en salaire. Enfin, le bénévole peut décider de ne pas se faire rembourser : il fait don de sa créance à l'association, et bénéficie alors de la réduction d'impôt correspondante.

Risque-t-on d'être imposé si nous organisons une collecte de fonds pour un projet ?

C'est un usage très largement reconnu, et il n'y a pas d'imposition pour cette source de financement. Elle nécessite en revanche une déclaration préalable en préfecture pour une collecte sur la voie publique. Il faut aussi noter que les mani-

festations (spectacles, ventes spéciales) destinées à recueillir des fonds pour financer les activités principales sont limitées à 6 dans l'année. Au-delà, elles ne seront pas exonérées.

Mon association défend les intérêts des commerçants du quartier. Cela remet-il en cause le caractère désintéressé de sa gestion ?

Une association peut avoir pour objet la défense d'intérêts professionnels, catégoriels, et locaux. Dans le cas présent, l'intérêt professionnel et local est à distinguer de l'intérêt personnel, en cause dans la gestion « intéressée ».

Si l'association mène des actions de promotion du commerce de cette rue et représente les commerçants face aux pouvoirs publics, son objet n'est aucunement le partage des bénéfices, la gestion est donc désintéressée.

Puis-je organiser un voyage pour les adhérents de mon association ?

L'organisation de voyages est soumise à une législation stricte qui impose un agrément au titre d'une activité de tourisme. Pour les associations non agréées, la règle est rigoureuse : le voyage doit être exceptionnel (fin d'année, suite à l'AG ...) et réservé aux seuls membres. De plus vous ne devez facturer aux adhérents que le strict coût de la sortie, afin de respecter le caractère non lucratif, et vérifier auprès de votre assureur que vous êtes couvert pour cette activité.

Tout manquement est susceptible de mettre en cause la responsabilité civile et / ou pénale de l'association. Nous ne pouvons que conseiller aux associations de se rapprocher d'un opérateur immatriculé afin de ne pas prendre de risques inutiles.

MAISON DES ASSOCIATIONS
72/74 rue Royale à Lille

☎ 03 20 300 442 - mda@mairie-lille.fr - <http://mda.mairie-lille.fr>

ville de

lille

MAISON DES ASSOCIATIONS

APPEL A PROJET 2014

**DES AIDES
POUR LE
DÉMARRAGE
DES NOUVELLES
ASSOCIATIONS !**



Maison des associations
72 / 74 rue Royale
59000 Lille

☎ 03 20 300 442
mda@mairie-lille.fr
<http://mda.mairie-lille.fr>